

Art. 5. La Ministre-Présidente ayant en charge l'Audiovisuel est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente en charge de l'Audiovisuel,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

N. 99 — 3333

[99/29511]

21 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de vergoedingen van de Commissarissen van de Regering van de Franse Gemeenschap bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », inzonderheid op artikel 31;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 33 en 36 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999 tot regeling van de uitoefening van de opdrachten van de Commissarissen van de Regering bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met de Audiovisuele Sector;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een jaarlijkse vergoeding van 150 000 frank toegekend aan de Commissarissen van de Regering van de Franse Gemeenschap bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française ».

Art. 2. Die vergoeding wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de bezoldigingen van de personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française ».

Art. 3. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 april 1985 tot vaststelling van de vergoedingen van de Commissarissen van de Gemeenschap bij de RTBF wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999.

Art. 5. De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitster belast met de Audiovisuele Sector,
Mevr. L. ONKELINX

F. 99 — 3334

[99/29601]

21 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la délivrance par l'enseignement de promotion sociale du diplôme et du grade d'ingénieur industriel visé à l'article 63 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment les articles 6, 9 et 10 modifiés par le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23, alinéa 2, inséré par le décret du 16 avril 1991;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié par les décrets des 19 juillet 1991, 4 février 1993, 5 juillet 1993, 27 octobre 1994, 10 avril 1995, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997, notamment les articles 63, 65, 70 et 74;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 novembre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993, 26 avril 1994, 10 avril 1995 et 5 janvier 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 novembre 1998 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission chargée d'établir la correspondance des titres et grades délivrés par l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1 avec les titres et grade d'ingénieur industriel délivrés par l'enseignement supérieur de type long de plein exercice;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1999 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel que modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de donner aux établissements autorisés à organiser l'enseignement supérieur de type long et de régime 1 dès l'année scolaire 1999-2000 ne permet plus de solliciter l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1 sanctionnées par un diplôme et un grade correspondant au diplôme et au grade d'ingénieur industriel délivré par l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le décret » : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° « les diplômes et grade d'ingénieur industriel » : les diplôme et grade d'ingénieur industriel correspondant au diplôme et au grade d'ingénieur industriel délivrés par l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice;

3° « les activités d'enseignement » : les activités d'enseignement définies à l'article 2, 4°, à l'exception des points c et f, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1999 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1;

4° « la Commission de concertation » : la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visée à l'article 15 du décret;

5° « un dossier pédagogique » : un dossier pédagogique d'une section tel que visé à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

6° « la commission » : la commission visée à l'article 63 du décret.

CHAPITRE III. — *Des modalités de capitalisation des sections et unités de formation constitutives des sections sanctionnées par les diplômes et grade d'ingénieur industriel*

Art. 3. § 1^{er}. Les sections sanctionnées par les diplôme et grade d'ingénieur industriel sont obtenues par capitalisation :

1° d'un titre de gradué délivré par l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou par l'enseignement de promotion sociale à l'issue d'une section de l'enseignement supérieur de type court comportant au moins 1 200 périodes de cours ou d'un diplôme de candidatures d'ingénieur industriel ou civil;

2° des attestations de réussite des unités de formation visées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mai 1997 approuvant les dossiers de référence des unités de formation « Abstraction-chimie », « Abstraction-physique », « Abstraction-mathématiques », niveau enseignement supérieur de type court de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

3° des attestations de réussite d'unités de formation classées au niveau de l'enseignement supérieur de type long de régime 1 et comportant, au total, un minimum de 1 200 périodes;

§ 2. La capitalisation s'effectue à travers une section dont le document 8^{ter} visé à l'article 11 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 précité reprend :

1° à l'exception de l'unité de formation « épreuve intégrée », les unités constitutives d'une des sections, énumérées ci-après, approuvées par le Gouvernement sur avis conforme de la Commission de concertation, à savoir :

a) gradué en électronique;

b) gradué en électromécanique;

c) gradué en chimie industrielle.

2° les unités de formation visées au § 1er, 2° et 3°.

CHAPITRE IV. — *Des diplôme et grade d'ingénieur industriel*

Art. 4. Les diplôme et grade d'ingénieur industriel sont délivrés à l'étudiant qui termine avec fruit une des sections visées à l'article 3 et dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement après que la correspondance avec le diplôme et le grade d'ingénieur industriel délivré par l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice a été déterminée par la Commission.

Le titre d'études est libellé comme suit : « Diplôme d' ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure au dossier pédagogique d'une des sections sanctionnées par le diplôme et le grade d'ingénieur industriel, suivi de « l'enseignement supérieur ... », suivi de la catégorie de l'enseignement supérieur de type long à laquelle appartient la section, suivi de « promotion sociale et de type long ».

Le titre mentionnera le nombre de périodes de la section et la référence à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le dossier pédagogique concerné sur avis conforme de la Commission de concertation.

Art. 5. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions fixe les modèles des diplômes à l'issue d'une des sections visées à l'article 3.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécutif du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 3334

[99/29601]

21 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het uitreiken door het onderwijs voor sociale promotie van het diploma en van de graad van industrieel ingenieur bepaald in artikel 63 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 december 1949, inzonderheid op de artikelen 6, 9 en 10 gewijzigd bij het decreet van 16 april 1991;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 23, lid 2, ingelast bij het decreet van 16 april 1991;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij de decreten van 19 juli 1991, 4 februari 1993, 5 juli 1993, 27 oktober 1994, 10 april 1995, 25 juli 1996 en 24 juli 1997, inzonderheid op de artikelen 63, 65, 70 en 74;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 november 1992 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, 26 april 1994, 10 april 1995 en 5 januari 1998;

Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 november 1998 tot bepaling van de samenstelling en de werking van de Commissie belast met het vaststellen van de overeenstemming van het diploma en van de graad van industrieel ingenieur uitgereikt door het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van het stelsel 1 met het diploma en de graad van industrieel ingenieur uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan;

Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1999 houdende algemene regeling van de studies van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van het stelsel 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat door de noodzakelijkheid de inrichtingen vanaf het schooljaar 1999-2000 de bevoeging te geven voor het inrichten van het hoger onderwijs van het lange type en van het stelsel 1 de mogelijkheid niet meer bestaat het advies van de Raad van State in te winnen;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het onderwijs voor sociale promotie behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de afdelingen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van het stelsel 1 bekrachtigd door een diploma overeenstemmend met het diploma en de graad van industrieel ingenieur uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° « het diploma en de graad van industrieel ingenieur » : het diploma en de graad van industrieel ingenieur overeenstemmend met het diploma en de graad van industrieel ingenieur uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan;

3° « de onderwijsactiviteiten » : de in artikel 2, 4° bepaalde onderwijsactiviteiten, met uitzondering van de punten c en f van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1999 houdende algemene regeling van de studies van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en van het stelsel 1;

4° « de Overlegcommissie » : de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie bepaald in artikel 15 van het decreet;

5° « een pedagogisch dossier » : een pedagogisch dossier zoals bepaald in artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

6° « de commissie » : de commissie bepaald in artikel 63 van het decreet.

HOOFDSTUK III. — *Kapitalisatiemodaliteiten van de opleidingsafdelingen en- eenheden die de afdelingen samenstellen bekrachtigd door het diploma en de graad van industrieel ingenieur*

Art. 3. § 1. De afdelingen bekrachtigd door het diploma en de graad van industrieel ingenieur worden behaald door kapitalisatie van :

1° een studiebewijs van gegradueerde uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of door het onderwijs voor sociale promotie na afloop van een afdeling van het hoger onderwijs van het korte type bestaande uit ten minste 1 200 lestijden of van een diploma van kandidaat industrieel of burgerlijk ingenieur;

2° de attesten van welslagen van de opleidingseenheden bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 mei 1997 tot goedkeuring van het verwijzingsdossier van opleidingseenheden « abstractiescheikunde », « abstractie-fysica », « abstractie-wiskunde », niveau hoger onderwijs van het korte type van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

3° de attesten van welslagen van opleidingseenheden ingedeeld bij het hoger onderwijs van het lange type en van het stelsel 1 die ten minste uit een totaal van 1 200 lestijden bestaan;

§ 2. De capitalisatie geschiedt via een afdeling waarvan het stuk 8^{ter} bepaald in artikel 11 van het hierboven vermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap het volgende vermeldt :

1° met uitzondering van de opleidingseenheid « geïntegreerde proef » de eenheden die een van de hierna vermelde, door de Regering op eensluitend advies van de Overlegcommissie goedgekeurde afdelingen samenstellen, namelijk :

- a) gegradueerde in de elektronica;
 - b) gegradueerde in de elektromechanica;
 - c) gegradueerde in de industriële scheikunde;
- 2° de opleidingseenheden bepaald in § 1, 2° en 3°.

HOOFDSTUK IV. — *Diploma en graad van industrieel ingenieur*

Art. 4. Het diploma en de graad van industrieel ingenieur worden uitgereikt aan de student die met goed gevolg een van de afdelingen bepaald in artikel 3 beëindigt en wiens pedagogisch dossier goedgekeurd is door de Regering na het bepalen door de Commissie van de overeenstemming met het diploma en de graad van industrieel ingenieur uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan.

Het studiebewijs luidt zoals volgt : « Diplôme d' », gevolgd door het opschrift van de afdeling zoals het vermeld is in het pedagogisch dossier van een van de door het diploma en de graad van industrieel ingenieur bekrachtigde afdelingen, gevolgd door « de l'enseignement supérieur... », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs van het lange type waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « de promotion sociale et de type long ».

Het bewijs vermeldt het aantal lestijden van de afdeling en de verwijzing naar het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het betrokken pedagogisch dossier op eensluitend advies van de Overlegcommissie.

Art. 5. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheden van het onderwijs voor sociale promotie behoort, bepaalt de modellen van diploma's op het einde van een van de in artikel 3 bepaalde afdelingen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheden het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 21 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE